

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA)

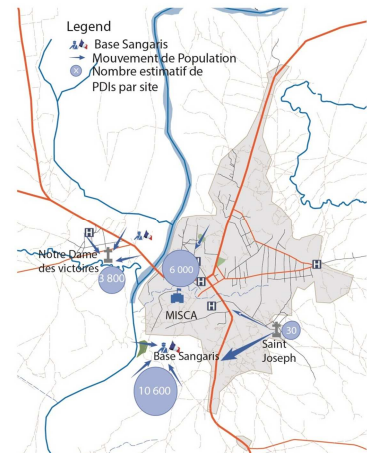
Rapport de situation No.34 (au 16 juillet 2014)



Ce rapport est produit par OCHA RCA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 8 au 15 juillet 2014. Le prochain rapport sera disponible aux alentours du 24 juillet 2014.

Faits saillants

- Il reste environ 103 000 PDI à Bangui, soit une baisse de 2 300 comparée à la semaine passée.
- Le 9 juillet, une mission multi-agences de l'ONU voyageant dans le nord de la RCA, a été prise en otage pendant des heures par des éléments anti-Balaka à environ 90 km de Bangui.
- Suite aux affrontements de la semaine dernière à Bambari, plus de 20 000 PDI habitent dans trois sites de PDI. Depuis le 14 juillet, UNICEF et le PAM, en partenariat avec ACTED, ont distribué des articles non vivres à 2 000 ménages du site S à Bambari.
- Environ 300 PDI ont quitté Bambari pour Bangui afin de rejoindre leurs familles.
- Selon le HCR, environ 383 000 Centrafricains se sont réfugiés dans des pays voisins notamment au Cameroun (214 297 réfugiés), au Tchad (91 937 réfugiés), en RDC (60 269 réfugiés) et au Congo (16 750 réfugiés).
- En raison de l'insécurité à Bambari et des mouvements de population qui en découlent, les distributions prévues sur certains sites de PDI, sont reportées en début de semaine dernière. Elles ont repris avant le week-end.
- A Ndélé, les autorités locales empêchent les partenaires d'exécution du PAM de commencer les distributions aux personnes dans le besoin.
- À ce jour, le projet d'argent-contre-travail de l'OIM a employé 2050 personnes. Le programme embauche des gens de différentes communautés à travailler dans le 3^{ème} arrondissement.



528 000

PDI en RCA, dont :
103 000
 PDI à Bangui (soit une baisse par rapport aux 105 300 de la semaine dernière)

37%

Financement reçu (environ 209 millions de dollars) dans le cadre SRP révisé d'un montant total de 565 millions de dollars

4,6 millions

Population de la RCA
2,5 millions
 Personnes ayant besoin d'une assistance

Sources: OCHA, CMP, Cluster Protection et FTS

Aperçu de la situation

A Bangui, aucun incident majeur n'a été signalé cette semaine. Cependant, la violence dans le nord du pays a conduit les populations du nord à se déplacer vers la capitale Bangui. Durant la semaine, 300 PDI ont quitté Bambari pour rejoindre leurs familles à Bangui. Les acteurs humanitaires basés à Bangui continuent de suivre les questions de protection de ceux qui fuient les violences dans le nord vers la capitale.

Dans certains villages situés dans des zones considérées comme étant dans une situation d'insécurité alimentaire d'urgence (niveau 4 de la phase de classification intégrée), de fréquents incidents sécuritaires ont affecté les fournitures et les distributions de vivres. En raison de l'insécurité à Bambari et des mouvements massifs de population qui en découlent, les distributions prévues au niveau de certains sites de PDI ont été reportées la semaine dernière. Cependant, toutes les distributions ont repris avant le week-end. À Ndélé, les autorités locales empêchent aux partenaires d'exécution du PAM de commencer les distributions aux personnes dans le besoin.

Le rapport de la Commission mouvement de la population (CMP) de cette semaine indique que le nombre de PDI a baissé 2300 personnes à Bangui (de 105 300 enregistrés la semaine dernière à 103 000 enregistrés cette semaine). Le site de PDI de M'poko demeure le plus grand du pays, avec environ 37 400 PDI restant sur le site.

La sixième enquête de l'OIM sur les intentions de retour des PDI a été effectuée du 17 au 19 juin dans 30 sites PDI, avec 601 personnes interrogées. Elle révèle qu'environ 56 % de PDI souhaitent retourner à leur lieu d'origine au cours des quatre prochaines semaines tandis que 36 %, désirent rester dans leur site de PDI. Les raisons évoquées comme étant des obstacles de retour sont le vol (74 %), l'absence des autorités (68 %), le manque de moyens financiers pour retourner (66 %) et le sentiment d'insécurité (66 %).

Les besoins fondamentaux pour faciliter le retour sont la sécurité (33 %), le logement (31 %) et les articles non alimentaires (13 %). Les vivres continuent d'être un problème majeur, avec 97 % d'interviewés déclarant une réduction du nombre de repas par jour, ou une réduction de la ration alimentaire des membres de la famille; et 89 % déclarent une baisse de la ration chez les adultes. Les résultats de l'enquête peuvent être consultés sur le site : <http://carresponse.iom.int>

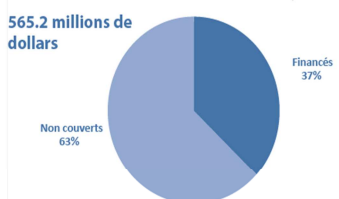
Selon le HCR, en date du 13 juillet, 383 253 Centrafricains se sont réfugiés dans les pays voisins notamment au Cameroun (214 297 réfugiés), au Tchad (91 937 réfugiés), en RDC (60 269 réfugiés) et au Congo (16 750 réfugiés).

Quinze animateurs de sites visitent toutes les semaines 43 sites de PDI pour alimenter la matrice de suivi de déplacements (DTM) / programme des animateurs de site.

Financement

Le plan de réponse stratégique (SRP) pour la RCA n'est financé qu'à hauteur de 37 pour cent. Le relèvement précoce, l'éducation, la nutrition et l'abri d'urgence sont les secteurs les moins financés.

FINANCEMENT - RCA: PLAN DE REPOSE STRATEGIQUE 2014



Tous les partenaires humanitaires, y compris les donateurs et les agences bénéficiaires, sont encouragés à informer le Service de suivi financier d'OCHA (FTS - <http://fts.unocha.org>) du décaissement et des contributions en nature en envoyant un mail à : fts@un.org

Financements par secteurs (en million de dollars)

	% Financés	Fonds requis	Fonds financés	Non couverts
Sécurité Alimentaire	50%	180.00	90.89	89.31
Protection	8%	74.00	6.26	67.74
Santé	29%	64.32	18.72	45.61
Relèvement précoce	3%	60.00	1.65	58.35
Abris d'urgence	15%	33.54	4.88	28.66
Education	4%	33.00	1.48	31.52
EHA	36%	27.50	9.88	17.62
Multi-secteurs (Refugiés)	2%	22.68	0.54	22.15
Nutrition	13%	22.55	3.01	19.54
CCCM	0%	20.00	-	20.00
Coordination	26%	15.50	3.98	11.52
Logistique	104%	10.20	10.60	0.40
Télécommunications d'urgence	35%	1.91	0.67	1.24
Secteurs pas encore spécifiés	0%	-	56.65	56.65

Réponse humanitaire



Coordination et Gestion des camps

Besoin:

- De solutions alternatives, dont de nouveaux sites, doivent être identifiées pour les PDI vivant dans les sites les plus à haut risque et pour ceux qui sont dans l'impossibilité de retourner à la maison pendant la saison pluvieuse.
- Coordonner la fourniture d'une assistance et de protection dans les sites de PDI à Bangui et soutenir les responsables de sites.
- Evaluer les sites et renforcer les capacités des acteurs CCCM dans et en dehors de Bangui.

501 980

personnes ciblées en 2014.

Réponse:

- Après avoir examiné les résultats des évaluations multisectorielles à Bangui, les forces armées centrafricaines ont nettoyé le site Boganda 1. Les autorités centrafricaines négocient les droits d'occupation du site Patassé en prélude à sa préparation et développement supplémentaire.
- A Bangui, le cluster fait le suivi des manquements liés à l'assistance et à la protection dans les sites. Il se réfère aux besoins non couverts dans l'assistance et la protection des principaux clusters; soutenant les autorités du site dans la résolution de problèmes; et coordonnant avec les autorités nationales et locales. Des modifications ont été apportées au programme d'animateur de site/DTM, qui comprend maintenant 15 animateurs de sites visitant hebdomadairement tous les 43 sites de PDI chaque semaine.
- A la mosquée centrale, le coordonnateur du site de l'OIM coordonne avec les organisations partenaires et l'équipe médicale de l'OIM pour effectuer une campagne de sensibilisation et de lavage des mains. La campagne a ciblé 735 personnes et a distribué 273 barres de savon.
- Une mission d'évaluation de la CCCM et de renforcement des capacités s'est déroulée à Kaga Bandoro et à Dekoa. 129 intervenants et partenaires CCCM ont assisté à cinq ateliers de formation, permettant des évaluations de sites dans ces régions.
- A Bambari, une mission CCCM a été réalisée suite à l'attaque sur le site de l'Évêché. La mission a évalué les trois sites restants, a évalué les besoins d'assistance, a analysé les menaces en termes de protection, et a relevé la nécessité de restructurer sites afin de répondre aux besoins liés à la santé, l'hygiène, la protection et la sécurité.
- A Boda, les animateurs du site de l'OIM continuent de visiter tous les 12 sites de PDI. Ils ont relevé une réduction du nombre de PDI dans les sites. Les responsables de PDI actualisent les listes de PDI enregistrées.
- A Boda, l'OIM a enregistré 5 666 personnes (1 517 ménages) dans l'enclave musulmane. Cela comprend 3 546 PDI (938 ménages), venues d'autres régions en quête de protection. L'OIM a enregistré 1 009 ressortissants de pays tiers à Boda depuis avril 2014.
- L'OIM a organisé une formation de renforcement des capacités de trois jours pour sept personnes de son personnel de terrain et huit responsables de PDI à promouvoir la cohésion sociale dans la communauté. DRC a facilité la formation.

Besoins non couverts & Contraintes:

- La saison des pluies aggrave la nécessité déjà urgente pour les acteurs et les partenaires CCCM de trouver rapidement des solutions aux PDI vivant dans des sites à risque.
- Des financements additionnels sont nécessaires pour mieux répondre aux besoins en matière de gestion des sites dans le pays et améliorer la communication avec les PDI.
- A Boda, où les conditions sanitaires sont médiocres dans tous les sites de PDI, les installations WASH doivent être améliorées de toute urgence. Les conditions de vie de plusieurs PDI se détériorent, en particulier pour ceux qui vivent dans des tentes en plastique trouées.


Education
Besoins:

- Nécessité d'établir des espaces temporaires d'apprentissage et de protection des enfants (Etape) avec des activités éducatives, récréatives adaptées à l'âge des enfants et des services de protection de l'enfance pour 362 000 personnes.
- Nécessité de disposer de matériels récréatifs d'urgence, d'enseignement et d'apprentissage dans les Etape et les écoles pour 362 000 personnes.
- Besoin de formation psychosociale pour 5 000 enseignants.
- Des activités de cantines scolaires sont nécessaires, particulièrement dans les préfectures ayant enregistré un faible taux de retour des élèves avec une cible de 400 000 personnes.

350 000

personnes vulnérables sur les 400 000 ciblées en 2014 pour une éducation en situation d'urgence.

Réponse:

- Depuis janvier, 33 221 enfants ont bénéficié d'activités d'apprentissage et de protection dans 132 Etape à Bangui, Bossangoa et à Boda. Les enfants âgés de 3 à 18 ans accèdent à l'éducation de base dans les sites de PDI et dans les camps de réfugiés.
- 327 enseignants et animateurs ont été formés sur le soutien psychosocial aux enfants.
- Des programmes de cantines scolaires sont en cours dans le pays. Pour l'instant, 201 399 élèves ont bénéficié dans 12 préfectures et à Bangui.

Besoins non couverts & Contraintes:

- Selon les données du Ministère de l'Éducation, 45 pour cent des écoles restent fermées en RCA.

- Au centre du pays, précisément dans les préfectures de Nana-Gribizi et de Kémo, seulement 6 pour cent des écoles ont rouvert. En raison de l'insécurité, la plupart des enseignants dans cette région, préfèrent rester à la maison.
- Le cluster est financé à 6,7% pour cent seulement.
- Les mouvements de population rendent difficiles la fourniture d'une éducation structurée et des activités de protection de l'enfance.



Sécurité alimentaire

Besoins:

- Selon la Phase de Classification Intégrée (PCI) multi-agence du mois d'avril, la situation de la sécurité alimentaire demeure précaire dans le pays. Environ 45 pour cent de la population rurale, soit 1,7 million de personnes, sont en insécurité alimentaire. Une augmentation de l'aide alimentaire, de l'assistance en nutrition, et en intrants agricoles est nécessaire dans le pays pour aider les personnes en situation d'insécurité alimentaire et soutenir l'agriculture pour éviter une importante crise alimentaire dans les prochains mois.
- Les données pluviométriques d'avril à juin indiquent que le temps a été plus sec que la moyenne. Il y a eu d'importants déficits pluviométriques dans le nord-ouest, particulièrement dans les principales zones agricoles de l'Ouham et de l'Ouham-Pendé et dans les régions nord de Bangui. Des besoins alimentaires dans ces régions sont à prévoir durant la saison agricole.
- Les résultats de l'évaluation des marchés et de la sécurité alimentaire réalisée par la FAO et le PAM en avril 2014, alertent la RCA sur la nécessité d'une grande et coûteuse opération humanitaire au cours des 18 prochains mois au minimum pour soutenir la reconstruction des moyens de subsistance.

1,25 million

Personnes vulnérables
ciblées en 2014

Reponses:

- Dans certains villages des régions considérées comme étant dans une situation d'insécurité alimentaire d'urgence (niveau 4 de la PCI), les fréquents incidents sécuritaires affectent les fournitures et les distributions de vivres. L'insécurité récente à Bambari et les mouvements de masse de la population qui en découlent, ont temporairement retardé les distributions prévues pour certains sites de PDI en début de la semaine dernière. Toutes les distributions ont repris avant le week-end.
- Malgré l'insécurité croissante dans certaines régions, le PAM a assisté 72 000 personnes entre le 1^{er} et le 13 juillet, dont 55 % étaient dans des régions de PCI de niveau 4. Parallèlement à la distribution de vivres aux groupes vulnérables, aux PDI et aux ménages d'agriculteurs en situation d'insécurité alimentaire, plus de 12 000 enfants de moins de 5 ans ont reçu des kits de vivres nutritifs au cours de la période couverte par ce rapport.
- En juillet, le PAM a distribué des rations de protection des semences à 25 000 personnes, dont 71 pour cent étaient dans des régions de PCI de niveau 4 qui sont aussi les principales régions agricoles.
- Environ 10 000 enfants des écoles primaires ont reçu des repas chauds ce mois-ci.
- La FAO a distribué des semences et des outils à 80 000 familles d'agriculteurs pour la saison agricole en cours. Cela faisait partie des projets de distribution à l'échelle nationale ciblant les familles rurales les plus touchées par l'insécurité alimentaire.
- Les distributions sont particulièrement concentrées dans les préfectures nord-ouest de l'Ouham (14 000 familles) et celle de l'Ouham-Pendé (18 900 familles) qui sont considérées comme des régions d'urgence selon la PCI d'avril 2014. Plus de 11 900 familles dans la préfecture de Ombella Mpoko dont celles des régions de Bangui et de Bossangoa, ont aussi reçu des kits agricoles.
- La FAO a établi des partenariats stratégiques avec 20 ONG nationales et internationales pour mettre en œuvre le plan de distribution aux familles d'agriculteurs du pays. Chaque famille reçoit deux houes et 25 kg de semences pour planter à temps et produire au moins 500 kg de nourriture pour leur consommation pendant environ quatre mois.
- Bien que la saison agricole principale se soit terminée en fin juin, la FAO soutiendra plus de 40 000 familles en outils et en semences (sorgho, haricots, sésame et mil) pour le cycle court agricole. Cela devrait durer jusqu'en fin juillet ou en mi-août, en fonction des zones géographiques.
- La FAO a également obtenu un financement pour soutenir la résilience de 50 000 familles supplémentaires, dont la majorité sont membres des associations de femmes, en les aidant à renforcer leurs capacités financières, leurs techniques agricoles et la protection sociale pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Besoins non couverts & Contraintes:

- La PCI de novembre 2013 a indiqué que 1,2 million de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire. Celle du mois d'avril a conclu qu'il s'agit plutôt de 1,7 million de personnes, soit une hausse de 500 000 personnes qui ont besoin d'une assistance en vivres dans le pays au cours des 8 derniers mois.

- Malgré l'augmentation de la fourniture de l'assistance et de la population assistée, la saison pluvieuse, la mauvaise condition des routes et l'insécurité continuent d'entraver l'accès dans le pays, notamment, la fourniture de kits agricoles de la FAO. Les récents incidents sécuritaires et manifestations à Bangui et Bambari ont entraîné des retards de 10 jours dans le transport de kits agricoles de la FAO, en particulier dans le nord.
- Le PAM, en collaboration avec la FAO, recherche 1 million de dollars pour renforcer le soutien au cluster alimentaire pendant six mois.
- Dans le SRP, la FAO a besoin de 45 millions de dollars pour assister 150 000 familles d'agriculteurs. À ce jour, 30,5 millions de dollars ont été reçus. Les fonds déjà reçus, ont permis à la FAO de soutenir 120 000 familles d'agriculteurs pour l'actuelle campagne agricole dans 14 des 16 préfectures. Cependant, 14,5 millions de dollars sont nécessaires pour atteindre les objectifs du SRP.



Santé

Besoins:

- Renforcer les activités pour prévenir les épidémies de paludisme et de cholera pendant la saison pluvieuse en cours.
- Assurer un don en médicaments et renforcer la surveillance épidémiologique.
- Renforcer le système d'alerte précoce à Bangui et à l'intérieur du pays.
- Renforcer la surveillance du choléra dans l'Est, en particulier à M'boki et à Obo, suite à la récente flambée d'épidémie de choléra au Soudan du Sud afin d'éviter une contamination croisée.
- Assurer la planification des campagnes de vaccination contre la rougeole dans les sites de PDI à Kaga Bandoro et à Bambari. Garder une attention particulière sur les enfants vulnérables afin de prévenir la maladie. Renforcer le système d'alerte précoce et de réponse dans et en dehors de Bangui.

878 000

Personnes ciblées en 2014

Réponse:

- Le cluster, les partenaires humanitaires et la Mairie de Bangui préparent le retour des PDI dans les quartiers.
- A Bangui, la clinique mobile de l'OIM a fourni 516 consultations dans cinq sites de PDI durant la période de rapport, dont 127 consultations liées au paludisme. En outre, 600 consultations ont été réalisées dans cinq régions, qui ont rapporté des cas de paludisme (98) et de diarrhée (32). 25 consultations prénatales ont également été menées. A Boda, l'équipe de la clinique mobile de l'OIM mène des activités dans les villages accueillant des PDI autour de la ville, comme ils ont un accès limité aux services de santé. Les besoins de santé dans Boda sont couverts par d'autres organisations.
- 185 personnes ont été exposés et vaccinés contre la rage depuis le début de l'année, après que plusieurs chiens ont été testés positifs. L'Institut Pasteur de Bangui a ordonné 1 000 doses de sérum anti-rabique.
- Le plan d'urgence contre le choléra est mis en œuvre. À ce jour, quatre sites ont été identifiés pour accueillir des cas de choléra ; des évaluations supplémentaires sont en cours à Bangui. Une formation sur la prévention et la gestion du choléra pour 52 agents de santé a été organisée à Bocaranga et à Ngaoundaye avec l'appui de l'UNICEF.
- La révision de la surveillance de la performance du cluster santé en collaboration avec les partenaires pour améliorer les activités et la coordination est en cours.

Besoins non couverts & Contraintes:

- 64,3 millions de dollars sont nécessaires pour soutenir 878 000 personnes vulnérables ciblées, dont 2,5 millions pour des besoins d'urgence en santé pour cette année. À ce jour, seulement 29,1 pour cent des besoins de financement sont couverts, soit un manque de 45,6 millions de dollars.
- La persistance de l'insécurité entrave la fourniture de l'assistance à Bambari.
- A Bangui, il y a un besoin urgent en termes de services de santé sur le site des PDI de Boy-Rabe suite au retrait de MSF Espagne.
- A Bangui, une assistance est nécessaire dans trois des quatre cliniques mobiles, gérées par le Ministère de la Santé. L'une d'elles est soutenue par MSF Belgique.
- Manque d'informations sur les attaques contre le personnel qualifié, le personnel soignant et le système sanitaire. Plus d'information est nécessaire pour la sécurité du personnel humanitaire.



Moyens de subsistance et stabilisation communautaire

Réponse:

- À ce jour, le projet argent-contre-travail de l'OIM a employé 2 050 personnes. Dans le 3^{ème} arrondissement, le programme embauche des gens de différentes communautés et les amène à travailler ensemble.

3 millions

Personnes ciblées en 2014

- A Bangui, l'OIM et les responsables communautaires ont placé 10 écrans géants dans les 3^{ème} et 5^{ème} arrondissements afin que les résidents regardent les matches de la Coupe du monde. Chaque soir, entre 300 et 400 personnes ont regardé les jeux. Dans le 3^{ème} arrondissement, les musulmans, les chrétiens et des personnes d'autres arrondissements ont regardé les jeux ensemble.
- La réhabilitation du bureau du Maire du 3^{ème} arrondissement - l'un des projets prioritaire d'infrastructures communautaires- est finalisée cette semaine. Le bâtiment a été peint et un nouveau toit avec des fenêtres étaient installés. La salle de conférence a été équipée avec des meubles.



Logistique

Réponse:

- Depuis janvier, le cluster a soutenu les opérations de 24 organisations partenaires dans le pays.
- Le cluster collecte, compile et partage toujours les informations sur le transport routier de Bangui vers divers endroits sur le terrain.
- Le cluster a partagé des informations avec les partenaires sur l'état actuel des points d'entrée, les formalités douanières et les coordonnées des bureaux de douane.
- Malgré les contraintes en termes de carburant, UNHAS a transporté 447 passagers et 3,4 tonnes de marchandises du 1^{er} au 13 juillet
- Des informations actualisées sont partagées sur le site du cluster logistique concernant les vols UNHAS. Les informations du cluster logistique sont disponibles sur: <http://logcluster.org/ops/caf13a>

Besoins non couverts & Contraintes:

- La faiblesse des infrastructures et l'insécurité le long des routes principales restent un défi logistique et entravent la chaîne logistique humanitaire.
- La saison des pluies rend plus difficiles les opérations, tout comme les conditions des routes vont se détériorer et prolonger le temps de transport.
- Le problème de pénurie de kérosène n'est pas encore résolu.



Nutrition

Besoins:

- Environ 28 000 enfants seront touchés par la malnutrition aiguë sévère (MAS) en 2014 et 75 500 enfants souffriront de la malnutrition aiguë modérée (MAM). Ces chiffres pourraient augmenter en raison des facteurs aggravants (déplacement, insécurité alimentaire, faible accès à l'eau potable et à l'assainissement, augmentation de la morbidité et manque de services de santé) et le début de la saison pluvieuse/période de soudure.
- Environ 16 800 enfants souffrant de MAS sont ciblés pour suivre un traitement en 2014.
- Environ 159 000 enfants de moins de 5 ans ont besoin d'une alimentation hautement nutritive. Un stock plus important et mieux financé est nécessaire pour éviter une détérioration de l'état nutritionnel des enfants pendant la saison pluvieuse.

361 011

personnes vulnérables
ciblées pour les services de
nutrition en 2014.

Réponse:

- Depuis le 1^{er} janvier, 11 550 enfants ont été admis pour un traitement contre la MAS dans le pays, dont 5 769 ont déjà été guéris. Les taux de performance sont les suivants: Guérison: 80 % (> = 75 %); décès: 3 % (<5 %); par défaut: 17 % (<15 %). Ceci représente 69 % de l'objectif du SRP de 16 800 enfants souffrant de MAS.
- Depuis le début de l'année, 14 156 enfants ont été guéris de la MAM avec les taux de performance suivants: Taux de guérison: 73,3 % (> 75 %); décès: 0,03 % (<3 %); défaut: 17,96 % (<15 %). Ces taux représentent 19 % de l'objectif SRP des 75 000 enfants ciblés souffrant de MAM. 2 768 femmes enceintes et allaitantes (FEA) ont reçu des suppléments nutritionnels. 3 200 personnes vivant avec le VIH/SIDA (PVVIH) et sur traitement antirétroviral, sont inscrites dans les activités d'alimentation par ordonnance.
- Depuis le 1^{er} janvier, 106 907 enfants ont été dépistés de la malnutrition. Ceci représente 30 % des 360 000 enfants ciblés dans le SRP. Les enfants ont reçu des soins à travers les programmes thérapeutiques ambulatoires (PTA) sur les sites mobiles. Certains ont également été référés pour traitement dans des structures sanitaires existantes disposant de PTA et de composants du programme d'alimentation supplémentaires (PAS).
- Il y'a 149 PTA, 29 PTI et 91 PAS fonctionnels, ciblés en RCA.
- AHA a dépisté 126 enfants à Boda, 24 cas de MAM et 24 de MAS ont été identifiés.

- Dans le 3^{ème} arrondissement, PAM et MSF-F ont lancé l'alimentation générale durant trois mois de 500 enfants de moins de 5 ans.
- Une enquête nutritionnelle (SMART) a commencé le 11 juillet à Bangui. Elle sera mise en œuvre dans toutes les préfectures accessibles. 46 enquêteurs ont été formés et déployés sur le terrain.
- L'alimentation complémentaire (BSF) est en cours pour éviter une hausse de la malnutrition chez les enfants âgés de 6 à 59 mois. En parallèle, de distributions générales sont prévues. Le nombre d'enfants atteint par les interventions de la BSF a augmenté considérablement au cours des derniers mois. Environ 40 000 enfants de moins de 5 ans, vivant dans des zones d'insécurité alimentaire sévère et modérée, ont reçu 115 tonnes de plumpy sup. Cette hausse du nombre d'enfants est attribuable à l'augmentation du nombre de partenaires du PAM.
- Pour fournir une assistance nutritionnelle dans la période critique des 1000-jours, PAM et les partenaires du cluster santé fournissent une alimentation enrichie et mélangée aux femmes enceintes et allaitantes en consultation prénatale et postnatale. Sur le site des PDI de M'poko, PAM et MSF Belgique soutiennent les résidents du site pendant les consultations médicales (visites prénatales et postnatales).
- En juin, 3 617 des enfants de moins de 5 ans, des FEA et des personnes vivant avec le VIH/Sida ont été admis au programme du PAM. Le PAM et les partenaires ont distribué une ration quotidienne à 974 tuteurs d'enfants souffrant de SAM.

Besoins non couverts & Contraintes:

- Peu de couverture de la gestion communautaire des services de malnutrition aiguë en dehors de Bangui en raison de contraintes sécuritaires.
- Peu de partenaires disposant de capacités pour atteindre les personnes ciblées dans le besoin.
- Il existe des lacunes dans la fourniture d'activités pour soutenir une alimentation appropriée du nourrisson et du jeune enfant.



Protection

Besoins:

- Augmenter les capacités de protection pour les personnes affectées à Bambari, en particulier les PDI.
- Identifier des solutions pour trois sites de PDI à Bambari, où les PDI (principalement les femmes, les filles et les enfants) vivent dans des conditions difficiles à proximité des forces militaires internationales.
- Nécessité de fournir un soutien psychosocial aux femmes, aux enfants et aux autres personnes vulnérables touchées par la violence.
- Prévenir et répondre immédiatement aux séparations de familles, aux enlèvements et au recrutement et à l'utilisation d'enfants par des groupes armés dans les zones de violence armée, comme Bambari, Markounda, Kouki et Birao.
- Nécessité de renforcer le plaidoyer avec les éléments et les groupes armés afin d'assurer le respect des normes fondamentales des droits humains, dont les procédures des Nations Unies concernant les enfants en conflits armés.

2 millions

de personnes vulnérables
ciblées en 2014

Réponse:

- Le cluster accueille deux missions du cluster protection globale. La première mission (du 8 au 22 juillet) est organisée dans la phase de pilotage du programme de formation intégrée de la protection, développé par cluster protection globale. La mission vise à fournir un appui technique au cluster protection, aux inter-clusters et aux clusters clés (nutrition, WASH et abri) lors d'ateliers portant sur les modules de formation de protection et l'intégration de soutien à un examen périodique et systématique de la protection dans les interventions humanitaires en RCA. La deuxième mission (du 8 juillet au 5 Août) orientera la première série de consultations bilatérales vers la formulation d'une politique nationale des PDI pour la RCA et la domestication de la Convention de l'UA de Kampala sur la protection et l'assistance aux PDI. Les délégués rencontreront divers intervenants, dont les responsables gouvernementaux, les acteurs humanitaires, les chefs religieux, les forces internationales et les PDI.
- Le 8 juillet, le sous-cluster protection de l'enfance a organisé une formation d'une demi-journée sur les outils et les mécanismes de financement international afin de développer des projets de protection de l'enfant pour ses membres. 49 organisations nationales et internationales (tous les membres du sous-cluster) y ont participé. Après la formation, les membres du sous-cluster devraient améliorer la qualité des projets à être soumis pour financement.
- Du 3 au 6 juillet, le cluster a participé à une mission avec la Coordonnatrice humanitaire principale dans divers endroits en RCA et au Cameroun pour rencontrer les PDI, les communautés à risque, les réfugiés, les

autorités locales et les acteurs humanitaires. La mission a visité Yaloke, Bouar et Carnot en RCA, et Garoua Boulai-et Gado au Cameroun. Il est à noter que les gens sont de plus en plus résistants aux activités et criminalité des anti-Balaka et que certaines zones forment des groupes d'auto-défense. Plusieurs recommandations ont été faites aux divers acteurs sur la protection des communautés affectées, le retour des PDI dans certains endroits, l'accès aux populations, la liberté de mouvement des communautés à risque et la cohésion sociale. Suite aux discussions entretenues au Cameroun, il a été convenu de mettre en place un système de partage de l'information au niveau transfrontalier, dont celles en RCA sur les mouvements de population prévus par convoi escorté, les informations du Cameroun sur les lieux d'origine, les conditions expérimentées et la planification d'urgence.

- Du 9 au 13 juillet, les équipes du HCR, OCHA et PAM à Bossangoa ont organisé une mission humanitaire conjointe de suivi de protection et d'évaluation à Bocaranga, à Kouï et à Ngaoundaye. A Bocaranga, la mission a révélé que plusieurs cas de violence sexuelle ont été identifiés et référés à MSF et DRC pour la prise en charge médicale et psychosociale. A Kouï, des besoins ont été identifiés notamment dans les secteurs eau, hygiène et assainissement, santé, nourriture et protection. Aucun acteur humanitaire n'est présent à Kouï. Les acteurs dont DRC, IRC et MSF interviennent occasionnellement dans la région. L'équipe a identifié environ 250 familles (1 250 PDI) à Kouï. Les musulmans et les non-musulmans vivent ensemble à Kouï. A Ngaoundaye, la situation sécuritaire est calme mais imprévisible, et plusieurs cas de violence sexuelle ont été signalés. Des cas de recrutement forcé d'enfants par les groupes armés ont également été rapportés. Un rapport complet de la mission et les principales recommandations seront partagées avec les acteurs humanitaires à Bossangoa et à Bangui.
- 14 enfants non accompagnés ou séparés ont été identifiés par UNICEF, IRC et FAP. Les procédures de recherches de familles pour 5 enfants non accompagnés, ont été lancées après que ces cas ont été renvoyés au CICR. 1 486 enfants non accompagnés et séparés ont été identifiés et enregistrés depuis le début de la crise en décembre 2013. 28 ménages ont été sensibilisés sur la séparation de la famille et les droits des enfants temporairement pris en charge .
- 15 espaces amis des enfants (EAE) sont opérationnels à Bangui, géré par War Child, SOS Village d'Enfants, IRC et Save the Children. 17 ont été mis en place à Bossangoa, Bouar, Bambari, Kaga Bandoro et Sibut. 63 368 enfants ont reçu un soutien psychosocial depuis le début de la crise. Deux EAE seront fonctionnels à Yaloke et cinq à Boali, gérés par Caritas avec le financement de UNICEF. Trois autres seront mis en place à Kaba pour les enfants déplacés du quartier de PK12 de Bangui. A Bambari, les activités de protection des enfants ont été suspendues suite à la flambée de la violence et de la tension. En raison de la situation sécuritaire imprévisible, les enfants ne peuvent participer aux activités.
- En réponse à la crise dans Bambari, UNICEF a envoyé 50 kits de loisirs et deux tentes pour assurer l'accès à des activités psychosociales pour les enfants touchés par la crise récente dans les sites de PDI.
- Les activités de sensibilisation sur les droits de l'enfant et la protection des enfants, dont la violence contre les enfants, ont été réalisées par War Child, AFEB et IRC, ciblant environ 7 500 personnes. La campagne de porte-à-porte de FAP a sensibilisé 498 personnes, dont des enfants, sur la violence contre les enfants.
- Neuf victimes de la violence sexuelle basée sur le genre (VBG) ont été identifiées et assistées à travers un soutien psychosocial et médical fourni par l'association centrafricaine pour le bien-être familial (ACABEF) et FNUAP.

Besoins non couverts & Contraintes:

- De combats persistants et la violence généralisée, contre les civils à Bambari, causent un déplacement massif de la population.
- La situation sécuritaire tendue dans et autour de Batangafo, Markounda, Kouï et dans d'autres régions du pays comme Abba, Amada Gaza et Gadzi, empêche l'accès à certaines zones où les activités de protection sont nécessaires.



Abri d'urgence et non vivres

Réponse:

- Depuis le 14 juillet, MRR, PAM et ACTED ont distribué des articles non vivres à 2 000 ménages sur le site S à Bambari. Ces articles incluent des seaux, bidon souple, bâche, ustensiles de cuisine, nattes, couvertures, moustiquaire et savons.
- La réhabilitation du site des PDI de Kaga Bandoro est en cours pour améliorer la sécurité et le confort pour des PDI. UNICEF distribue des bâches pour soutenir leur réinstallation.
- Première Urgence construit un abri communautaire sur le site des PDI du quartier sénégalais.
- La coordination et la réponse commune sont en cours entre les secteurs abri et VBG pour intégrer la protection des femmes et des enfants dans la programmation de l'abri. Des actions similaires ont été mises en œuvre et prises en charge par les clusters protection et abris.

703 975

personnes vulnérables
ciblées en 2014 en abris
d'urgence et non vivres.

Besoins non couverts & Contraintes:

- Le besoin de reconstruire les maisons brûlées augmente tous les jours. Un financement supplémentaire est urgemment nécessaire.
- Le cluster abri/non vivres demandent à toutes les agences, ONG internationales, ONG nationales et les autres acteurs humanitaires de partager leurs réponses sur la distribution des NFI afin d'améliorer la coordination et la distribution cartographiée dans le pays.

**Télécommunications d'Urgence (TCU)****Réponse:**

- ETC se prépare à déployer des équipes d'installation dans les prochaines semaines.
- Toutes les informations TCU sont disponibles à l'adresse: <http://ictemergency.wfp.org/web/ictopr/emergencies2013/central-african-republic>

Besoins non couverts & Contraintes:

- L'absence de compounds sécurisés et/ou de locaux de bureaux adéquats dans certains endroits opérationnels (Bambari, N'Délé et Kaga Bandoro) empêche l'installation d'équipements TCU et le déploiement de services.
- En dehors de Bangui, le manque d'opérateurs radio et la situation sécuritaire entravent le plein respect des exigences C-MOSS pour les centres de communications. Des recrutements prévus sont retardés en raison de contraintes de financement.
- La situation financière reste critique: le cluster conjoint TCU/logistique est financé à 36 pour cent seulement. Un financement supplémentaire est nécessaire pour maintenir les opérations à leur niveau actuel.

**Eau, Hygiène et Assainissement****Besoins:**

- Suite aux violences intercommunautaires à Bambari le 23 juin, le site de l'Evêché était attaqué et pillé. Toutes les latrines et les douche en bâches ont été volées. Les PDI affectées se sont déplacées sur le site Notre-Dame de la Victoire.
- À Bangui, le service de collecte des déchets doit finir le 15 juillet. Aucune institution n'a été identifiée pour prendre en charge cette activité.
- Quarante-cinq pour cent des fontaines d'eau de la SODECA (l'agence nationale de distribution d'eau) évaluées, doivent être réhabilitées. Une seule organisation dispose de fonds pour la réaliser et plus de partenaires sont urgemment nécessaires.
- Les normes en eau, hygiène et assainissement n'ont pas été respectées dans la plupart des sites de PDI. Besoin urgent de financement pour atteindre les normes élémentaires en eau, hygiène et assainissement.
- Deux épidémies de choléra sévissent dans les régions frontalières avec le Cameroun et le Soudan du Sud (200 km de Obo). Les résidents avoisinant ces frontières sont à risque et doivent être ciblées par les campagnes de prévention du choléra.

900 000Personnes vulnérables
ciblées en 2014**Réponse:**

- A Bambari (préfecture de Ouaka), l'eau potable est distribuée quotidiennement aux sites S, Saint-Joseph et Notre Dame des Victoires. La chloration de 10 points d'eau a été réalisée sur les trois sites restants. Sur le site S, 70 latrines pour adultes et 48 pour enfants ont été réhabilitées et six fosses à ordures ont été construites. Sur le site Saint-Joseph, 10 latrines ont été construites, et cinq autres et trois fosses à ordures ont été réhabilitées.
- Dans la ville de Grimari (préfecture de Ouaka), 30m³/ jour d'eau potable était distribué à la paroisse de Grimari, ciblant 8 117 PDI. 24 351 savons étaient aussi distribués à 1 617 ménages.
- A Kaga-Bandoro (préfecture de Nana-Gribizi), 265 m³ d'eau / semaine ont été distribuées à 11 500 personnes sur le site de l'Evêché. Un puits a été réhabilité et 20 nouvelles latrines ont été construites, soit un total de 60 latrines sur le site. Deux fosses à ordures ont été construites et des kits en non vivres distribués à 2 339 ménages. Sur le site Nativité, 74 m³ d'eau/ semaine ont été distribués à 2 455 PDI, et la construction d'un puits peu profond reprendra bientôt. Sur le site Bissingale (316 PDI), une évaluation des besoins en eau, hygiène et assainissement était réalisée et les résultats seront disponibles la semaine prochaine.
- A Dekoa (préfecture de Nana Gribizi), une évaluation multisectorielle a été réalisée du 10 au 12 juillet.
- 27 latrines d'urgence sur 117 ciblées, étaient construites. Dix fosses à ordures ont été construites.

- L'usine de traitement des eaux usées de Bangui Plage produit 375m³ d'eau / jour, fournissant de l'eau aux sites de PDI par camionnage, ciblant 36 200 PDI et des hôpitaux et représentant une distribution de 9 litres / personne/ jour.
- En prévision d'une possible épidémie de choléra, le groupe de travail sur le choléra a préparé le matériel de sensibilisation approuvé par le Ministère de la Santé. Des distributions vont bientôt commencer dans les régions sanitaires.

Besoins non couverts & Contraintes:

- La présence des partenaires en eau, hygiène et assainissement et celle des membres du cluster abri a été évaluée pour identifier les lacunes.
- Il n'y a pas de partenaires en eau, hygiène et assainissement dans les zones critiques.
- Le manque de réponse opérationnelle coordonnée dans les régions clés entrave la synergie entre les acteurs humanitaires et les populations à risque, ainsi que la mise en place de l'approche "do no harm".
- Manque de stratégie claire intégrée pour l'assistance humanitaire des retournés à Bangui.
- Les structures d'évacuation des déchets solides et de boue sont insuffisantes autour de Bangui et elles ont besoin d'être réhabilitées.

Coordination générale

La réunion du groupe de travail sur les retours et les solutions durables a été réactivée au cours de la période couverte par ce rapport, en plus des réunions régulières de l'équipe humanitaire pays et celles du groupe cluster/thématique. Pour les aider à préparer une facile transition vers le travail de développement, les homologues gouvernementaux, les bailleurs et les forces internationales participent à plusieurs de ces réunions, en particulier celle du groupe de travail relancée.

Le retour des PDI à Bangui, en particulier ceux du site M'poko, est la principale priorité. La stratégie de retour se focalise sur une approche intégrée qui tient compte des besoins généraux des communautés du quartier PK5, de ceux des arrondissements environnants et Bimbo.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

François Goemans, Chef du bureau goemans@un.org, Tel: +236 70 73 87 30

John James, Chef des unités Information publique et Gestion de l'Information, calvinjames@un.org, Tel : +236 70 85 75 90

Laura Fultang, Chargée d'Information publique, fultangi@un.org, Tel: +236 70 18 80 64

Pour plus d'informations, veuillez-vous rendre sur www.unocha.org/car; www.reliefweb.int